



**Liberté • Égalité • Fraternité**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PRÉFECTURE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,  
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille, le **24 JUIL. 2017**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Mme MOUGENOT  
04.84.35.42.64.

N° 2015-399-MED/2

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE  
à l'encontre de la société JBY CREATION  
pour ses installations de stockage de produits combustibles en entrepôt  
situées à Rognac (13340)**

-----  
**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 13-1990 du 3 juillet 1991 autorisant la société JBY CREATION à exploiter deux entrepôts couverts sur le territoire de la commune de Rognac,

**Vu** les éléments techniques de l'étude de dangers datée du 4 juillet 2016 portés à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement,

**Vu** le rapport établi par l'Inspection de l'Environnement en date du 16 juin 2017,

**Vu** le courrier de procédure contradictoire notifié le 28 juin 2017 à la société JBY CREATION,

**Vu** l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 12 juillet 2017,

**Considérant** que la société JBY CREATION est autorisée au travers de plusieurs arrêtés à exploiter deux entrepôts couverts, nommés respectivement « Bâtiment A » et « Bâtiment B », situés 277 avenue Laurent Lavoisier, ZI Rognac Nord, à Rognac,

**Considérant** que lors de l'examen de l'étude de dangers susvisée, l'inspection de l'environnement a constaté que l'entrepôt couvert nommé « Bâtiment A », implanté à une distance inférieure à 30 m des installations de la société DIA qui exploite des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion (arrêté préfectoral n° 2000-385/268-1998-A délivré le 7 novembre 2000 à la société DIA), n'est pas isolé par des parois coupe-feu de degré quatre heures.

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2-4°-a) de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1991 susvisé qui stipule que : « *L'entrepôt est implanté à une distance d'au moins trois fois sa hauteur avec un minimum de 30 m des [...] installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion. Si l'entrepôt ne contient aucun produit, objet ou matériel présentant des risques d'explosion, la distance [...] peut être réduite à une fois sa hauteur avec un minimum de 10 m. Lorsque cette distance n'est pas respectée, l'entrepôt doit être isolé [...] par des parois [...] coupe-feu de degré quatre heures [...].* »,

.../...

**Considérant** que conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions applicables à une installation classée, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société JBY CREATION exploitant une installation de stockage de produits combustibles en entrepôts couverts sise 277 avenue Laurent Lavoisier – ZI Rognac Nord sur la commune de Rognac est mise en demeure :

- Soit de respecter les dispositions de l'article 2-4°-a) de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1991 en procédant à la mise en conformité de ses installations **dans un délai maximal de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet en préfecture **dans les deux mois** suivant la notification du présent arrêté les éléments justifiant du lancement des travaux de mise en conformité des installations (bon de commande, devis, etc...).

- Soit de cesser l'activité du site, en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement **dans les trois mois** suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet en préfecture, **dans le même délai**, un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

### **Article 2 :**

L'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 :**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille :

- Par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté,

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles **L. 211-1** et **L. 511-1** dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision,

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société JBY CREATION et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 6 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 7 :**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'Istres,
  - Le Maire de Rognac,
  - La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 JUIL. 2017

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



David COSTE

